

**2 juin 2006, Montréal**

**Allocution devant la Fédération canadienne des municipalités**

Bonjour Mesdames et Messieurs.

Merci Gloria (Kovach) de votre aimable introduction.

Je tiens à saluer notre hôte cordial, le maire Gérald Tremblay. Deux membres de mon caucus du Québec sont ici, l'honorable Michael Fortier, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, – le sénateur Pierre-Claude Nolin – ainsi que deux de mes députés de l'Alberta, James Rajotte et Rahim Jaffer. Je vous demande de les applaudir.

Je suis très heureux de cette occasion qui m'est offerte de m'adresser de nouveau à la Fédération canadienne des municipalités. Nous avons beaucoup de choses à dire. La dernière fois que je vous ai parlé en juin à St. John's, j'étais chef de l'opposition. Je vous avais communiqué des points de vue sur des questions importantes auxquelles fait face notre pays. Je vous avais résumé ma vision de l'avenir. La façon dont nous renforcerions le Canada. La façon dont nous gouvernerions le pays. Et la façon dont nous tournerions la page à Ottawa. À l'époque, bien sûr, nous n'étions pas le gouvernement. Nous ne pouvions donc pas tenir ces promesses.

Mais tout cela a changé le 23 janvier. Les Canadiennes et les Canadiens ont voté pour tourner le dos au passé. Et ils ont demandé à notre parti de conduire le pays dans l'avenir. Ils en avaient assez des scandales. Assez de l'inaction. Assez d'un gouvernement qui, à leur avis, avait été trop longtemps au pouvoir. Ils ont donc effectué un changement. Et nous ont demandé de former un nouveau gouvernement. Le changement est ce que nous avons promis aux Canadiennes et aux Canadiens. Un changement de direction. Un changement de style.

Et le changement, c'est ce que nous commençons à offrir. Je voudrais aujourd'hui vous parler de la façon dont notre projet de changement vous affectera, vous, les leaders communautaires du Canada. Si nous travaillons dans différents ordres de gouvernement, nous devons rendre des comptes aux mêmes contribuables. Et ces contribuables savent ce qu'ils veulent. Des services publics de qualité. La prospérité et une économie forte. Des rues sûres et des quartiers prospères. Et tout cela grâce à des impôts modestes et justes. Vous êtes la ligne de front du gouvernement. Vous offrez des services essentiels comme ceux de la police, des ambulances et des pompiers. Vous faites en sortes que les bus marchent, que les rues soient pavées et que les parcs et les terrains de jeu soient propres et verts. Nuit et jour, vous répondez au téléphone. À des appels de citoyens en colère qui exigent que leur chemin soit déneigé. Que quelqu'un fasse taire le chien du voisin. Qu'une ampoule soit changée dans la rue. Et vous faites un excellent travail – souvent pour un salaire modeste et sans reconnaissance.

Mais vous le faites parce que vous vous souciez du bien commun. Vous vous souciez des collectivités qui sont les vôtres. Et le Canada n'en est que plus fort. Mon travail est différent. Premièrement, je dois faire face aux journalistes. Qui ont commencé leur carrière dans les hôtels de ville. J'en profite pour les remercier de leur contribution. Mais comme vous, je

prends les appels. Des appels exigeant des paiements de transfert. Des déploiements de troupes. Ou des ententes commerciales. Mais en dernière analyse, nous servons les mêmes maîtres. Et nous sommes jugés par eux. Comme je l'ai mentionné, nous avons beaucoup de choses à dire. Sur la façon que nous allons avancer. En tant que municipalités. En tant que provinces. Et ce qui est plus important encore – vous en conviendrez tous – en tant que pays.

Dans tout gouvernement, tenir les engagements exige un travail d'équipe. Aux échelons fédéral et provincial, le travail est prévu par la constitution, par notre système de gouvernement. Et je suis fier d'être appuyé par un cabinet solide. Des gens comme Lawrence Cannon, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités. Il fait un travail important, mais je pense que personne n'est plus qualifié que lui pour le faire. En plus d'avoir été membre de l'Assemblée nationale du Québec, Lawrence a été conseiller municipal de Gatineau juste avant l'élection. À ce titre, il a présidé le conseil des transports local. Je suis fier de Lawrence qui fait partie de mon équipe à Ottawa. Au nom des collectivités du Canada, il parle d'une voix forte au cabinet.

Autre ministre dont le rôle est crucial pour les questions qui nous préoccupent tous est celui des Finances, Jim Flaherty. L'homme qui tient les cordons de la bourse. Vous êtes nombreux à le connaître déjà. Il vous a consulté avant de déposer son budget et il vous a écoutés. En conséquence, le budget et le grand programme du gouvernement portent sur d'importantes questions pour les municipalités canadiennes. En conséquence, le budget prévoit des crédits sans précédents pour les infrastructures. Des crédits pour l'établissement des immigrants et l'appui à leur offrir. Des crédits pour la lutte contre la criminalité. Des crédits pour l'environnement. Et des crédits pour le logement abordable. Vous nous avez demandé un financement stable à long terme. C'est exactement ce que nous vous avons offert. Comme vous nous l'avez demandé, les engagements de financement sont stables et à long terme.

Y compris 16,5 milliards de dollars pour de nouveaux investissements dans les infrastructures au cours des quatre prochaines années. Nous avons augmenté le financement pour moderniser nos autoroutes et nos postes frontières : un total de 2,4 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Nous avons investi près de 600 millions de dollars dans l'initiative de porte d'entrée du Pacifique, – pour les routes, les ponts et les ports qui relieront la Colombie-Britannique – et tout le Canada – aux marchés en croissance rapide de l'Asie. Nous avons mis de côté 2 milliards de dollars pour les investissements stratégiques dans des projets urgents dans des secteurs comme les autoroutes, le transport en commun, le traitement des eaux usées et l'atténuation des crues.

Nous renouvelons le Fonds pour l'infrastructure rurale municipale en y injectant 2,2 milliards de dollars. Nous honorons en outre l'engagement qui a été pris aux termes du Nouveau Pacte pour les villes et les collectivités, de conserver le transfert de la taxe sur l'essence, soit 5 cents par litre, ce qui représente un montant de cinq millions de dollars sur cinq ans. Et nous maintenons le rabais de 100 % de la TPS – soit la portion fédérale de la TVH – en faveur des administrations municipales. Mais il y a plus. Une police efficace est extrêmement importante pour vos concitoyens. Surtout maintenant, en raison des crimes de violence liés aux drogues et aux gangs qui se multiplient dans nos rues. D'innocents passants sont tués par balle dans la rue Yonge, il y a des courses de rue meurtrières à Vancouver, – des guerres de bandes de motards criminelles en Ontario et au Québec.

Voilà pourquoi nous dépensons 161 millions de dollars pour recruter 1 000 nouveaux agents de la GRC et procureurs fédéraux. Nous prenons en outre des mesures pour mettre fin à la contrebande d'armes à la frontière et nous investissons 50 millions de dollars dans des programmes destinés à prévenir la délinquance chez les jeunes. De plus, pour faire en sorte que les criminels violents ne se retrouvent plus dans nos rues, nous réformons les règles liées aux peines. Nous instituons des peines de prison obligatoires et sévères pour les crimes commis au moyen d'une arme à feu. Et nous mettons fin aux peines avec sursis – les assignations à résidence – pour les crimes graves, qui seront sanctionnés par de lourdes peines de prison.

Notre gouvernement reconnaît que les villes du Canada attirent la grande majorité des immigrants qui viennent dans notre pays pour saisir des débouchés économiques et avoir une meilleure vie. Pour faciliter leur intégration dans la société canadienne, nous avons réduit de moitié le droit à payer pour obtenir la résidence permanente. Ils auront ainsi 500 \$ de plus dans les poches quand ils commenceront leur vie au Canada. Plus de 300 millions de dollars ont en même temps été réservés pour les organisations qui aident les nouvelles Canadiennes et les nouveaux Canadiens à s'établir au pays. Afin de les aider à apprendre les langues officielles du Canada et à trouver leur place dans notre économie et dans notre société. Tout cela dans un seul but : assurer que les nouvelles Canadiennes et les nouveaux Canadiens contribuent pleinement à vos collectivités. Nous investissons aussi dans le logement abordable pour les collectivités à la fois urbaines et rurales. Jusqu'à 800 millions de dollars sont consacrés pour répondre à la demande croissante de logement abordable dans nos villes.

Et jusqu'à 300 millions de dollars sont prévus pour améliorer les conditions de logement des Canadiennes et des Canadiens autochtones qui vivent en dehors des réserves. Un montant semblable sera destiné aux pénuries aiguës de logement dont souffrent les Autochtones des réserves, et les besoins d'eau et de services d'hygiène publique urgents seront pris en charge par le Fonds pour l'infrastructure municipale rurale. Ce Fonds vise à faire en sorte que l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens – citadins ou ruraux, autochtones ou non – profitent tous des avantages que généreront nos investissements dans les infrastructures, – cela même qui fait de nos collectivités des endroits formidables où vivre. Mais ces investissements ne sont pas le souci numéro un de nombre de nos collectivités – surtout les plus grandes. Beaucoup se soucient du caractère vivable actuel – et futur – de leurs villes qui grandissent et dont le rythme devient effréné. Les embouteillages des autoroutes les enragent et la qualité de l'air les inquiète.

Je remarque que le rapport des maires des grandes villes demande qu'un programme national de transport public soit mis en place. C'est pourquoi nous investissons jusqu'à 1,3 milliard de dollars dans les réseaux de transport urbains et quelque 1,1 milliard de dollars sur cinq ans dans un nouveau crédit d'impôt pour les usagers de l'autobus, du métro et du train léger sur rail. Cela se traduira pas une réduction du nombre de véhicules sur nos routes, une baisse des émissions de gaz polluants et un air plus pur. Mais ce n'est qu'une partie de notre stratégie environnementale. Le mois dernier, mes ministres de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement ont rencontré leurs homologues provinciaux à Regina. Je suis heureux de dire qu'ils ont convenu de fixer la cible nationale à 5 % de biocarburant renouvelable dans l'essence canadienne et le diesel d'ici 2010.

Le développement d'énergie à base de céréales, de maïs et d'autres végétaux offrira de nouvelles possibilités aux agriculteurs et aux collectivités rurales qui dépendent de ces cultures, et le carburant plus propre sera profitable à tout le monde. Les villes canadiennes sont déjà considérées parmi les plus propres et les plus saines du monde. Nous sommes déterminés non seulement à ce qu'elles le restent. Mais aussi à ce qu'elles s'améliorent.

Et c'est de cela qu'il s'agit dans notre budget et pour notre gouvernement – des résultats concrets et des améliorations réelles. Maintenant que nous avons parlé de quelques-unes des principales mesures que nous avons prises et qui, je sais, vous intéressent, j'aimerais parler plus généralement des relations financières entre les gouvernements au Canada. Bien sûr, dans une fédération parfaitement équilibrée, les différents ordres de gouvernement ne seraient pas toujours divisés sur la question de l'argent des contribuables. Nous aurions tous des responsabilités clairement définies et les ressources pour les assumer. J'espère que vous m'inviteriez quand même à vos conférences, mais nous aurions besoin de trouver d'autres sujets de discussion que les ententes de financement, les paiements de transfert et le déséquilibre fiscal.

La présente discussion est, cependant, une conséquence directe de la situation qui s'est développée au cours de la dernière décennie. – Une décennie pendant laquelle Ottawa a enfin équilibré son budget, mais en grande partie parce qu'il a transmis le problème aux gouvernements provinciaux – qui, à leur tour, ont souvent fait la même chose aux municipalités. Au cours de la dernière décennie, le gouvernement fédéral a équilibré son budget en grande partie par des réductions de transferts aux provinces – Réductions dont les municipalités ont souvent payé la facture. En même temps, pendant des décennies, mais surtout ces dernières années, Ottawa s'est mêlé des affaires provinciales et locales.

Dans des domaines où il n'avait pas beaucoup d'expertise. Quand il a négligé ce qu'il devait faire. En conséquence, nos rôles et responsabilités dans nos champs de compétences respectifs sont brouillés. Nos arrangements budgétaires sont déséquilibrés. Et nos relations politiques, tendues. Maintenant qu'Ottawa et la plupart des provinces ont mis de l'ordre dans leurs affaires, – Nous devons assurer le financement à long terme et prévisible de tous les ordres de gouvernement de façon à ce que les réductions massives qu'ont vues les années 1990 ne se reproduisent plus. La question du déséquilibre fiscal est claire. Ottawa baignait dans des excédents budgétaires de plusieurs milliards de dollars – même après des exemples extraordinaires de gaspillage, de mauvaise gestion et de scandales, – pendant que les provinces et les municipalités accusaient des déficits dans la prestation de services essentiels.

Notre parti a été le premier à demander que des mesures soient prises pour régler le déséquilibre fiscal. C'est pourquoi il y a longtemps que nous avons reconnu que les municipalités avaient besoin de nouveau financement pour composer avec leurs déficits croissants au plan de l'infrastructure. C'est pourquoi nous avons appuyé le remboursement de la TPS aux municipalités et pourquoi, il y a plusieurs années, nous avons proposé et appuyé le transfert relatif à la taxe sur l'essence. Il s'est agi d'étapes importantes, voire même historiques, vers une meilleure autonomie fiscale des administrations municipales. En janvier, notre gouvernement conservateur s'est engagé à entamer immédiatement des consultations avec les provinces, les territoires et les municipalités pour régler la question du déséquilibre fiscal.

Nous avons réaffirmé notre engagement dans le discours du Trône et l'avons concrétisé dans le budget de 2006. Et je suis heureux d'indiquer que nous avons déjà réalisé des progrès appréciables. Laissez-moi vous dire comment nous avons fait.

Premièrement, grâce à une meilleure intégrité et transparence de nos documents budgétaires, – qui seront appuyées par la création d'un bureau indépendant du budget parlementaire, – les excédents fédéraux seront choses du passé.

Deuxièmement, si nous devons nous retrouver avec des excédents budgétaires imprévus, nous avons clairement indiqué que nous sommes disposés à discuter de formules pour les partager avec les provinces. Mais, de toute façon, étant donné notre décision d'accorder une marge fiscale considérable au chapitre de l'impôt des particuliers, de l'impôt des sociétés et des taxes de consommation, nous ne nous attendons pas à des excédents fédéraux importants à l'avenir.

Troisièmement, grâce aux meilleurs transferts que nous avons offerts aux provinces et à cette marge fiscale, les provinces sont maintenant capables de se retrouver elles-mêmes en situation excédentaire. En fait, c'est déjà le cas pour la plupart d'entre elles. Finalement, je devrais aussi mentionner que, non seulement nous faisons davantage de transferts aux provinces et que nous nous mêlons moins de leurs affaires, – nous concentrons aussi nos nouvelles dépenses de programmes dans des secteurs de compétences clairement fédéraux, – des secteurs qui ont été longtemps négligés, – des secteurs tels que les affaires autochtones, la sécurité aux frontières et nos forces armées.

Le budget 2006 comportait également un guide pour les discussions futures intitulé Rétablir l'équilibre fiscal au Canada. Dans le cadre de discussions qui auront lieu cet été et cet automne au sujet de l'équilibre fiscal, j'ai demandé au ministre Cannon de rencontrer les représentants des provinces, des territoires et des municipalités afin d'aborder la question du rôle du fédéral dans l'infrastructure. Le rôle du fédéral doit être défini par rapport aux projets d'importance nationale. Le financement fédéral doit être versé à long terme et être prévisible. Et nous devons nous assurer que tous les ordres de gouvernement et les administrations municipales rendent des comptes aux Canadiennes et aux Canadiens.

J'ai également demandé au ministre Flaherty de rencontrer les membres de la FCM lorsqu'il préparera le prochain budget fédéral pour veiller à ce que ce dernier reflète les perspectives des administrations municipales. Bien entendu, d'un point de vue constitutionnel, le gouvernement fédéral doit traiter avec les provinces sur de nombreuses questions qui vous importent. Mais l'équilibre fiscal n'est pas qu'une question de relations fédérales-provinciales. Au bout du compte, c'est une question de relations entre les citoyens et les gouvernements et administrations. Et les municipalités – généralement représentées par votre fédération – sont un partenaire important dans ce dialogue. Mais puisque vous aurez à traiter directement avec les provinces, permettez-moi de vous dire qu'à mon avis, un modèle de relations provinciales-municipales existe déjà. Et c'est ici, dans la province de Québec.

Comme vous le savez tous, le Québec surveille religieusement ses responsabilités constitutionnelles, dont celles qui se rapportent aux affaires municipales. Le gouvernement du premier ministre Charest a presque terminé de régler le déséquilibre fiscal de la dernière décennie en élaborant une entente de partenariat d'équilibre budgétaire avec ses propres

municipalités. S'il existe un modèle pour l'avenir des relations intergouvernementales, je pense qu'il se trouve ici au Québec. Récemment, le premier ministre Charest a signé l'entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités. Le financement des villes du Québec doublera pendant les six ans que durera cette entente. L'entente leur offre un financement stable, prévisible et à long terme. Ainsi, les fonctionnaires et politiciens municipaux pourront mieux répondre aux besoins de leur clientèle et planifier pour l'avenir. Comme l'a déclaré le premier ministre Charest, l'entente représente un changement « en profondeur » des rapports qu'entretient la province avec les municipalités. Je crois que Québec est sur la bonne voie.

Et je vous recommande d'insister auprès de vos gouvernements provinciaux afin qu'ils examinent le modèle québécois avec soin. D'ici là, nous ferons notre part. En insistant auprès des provinces pour qu'elles respectent leurs obligations à l'égard des municipalités et en poursuivant le dialogue avec les deux ordres de gouvernement. J'estime que le nouvel esprit de coopération parmi les gouvernements et les administrations municipales nous aidera à servir les intérêts de l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens, où qu'ils vivent.

#### Conclusion

Alors voilà. Notre gouvernement a été à l'écoute de vos préoccupations. Mieux encore, nous avons été à l'écoute des préoccupations de vos citoyennes et citoyens. Et nous avons commencé à agir. Nous avons stimulé les dépenses dans les infrastructures. Nous avons investi dans les transports en commun et le logement abordable. Nous avons sévi contre le crime pour sécuriser nos rues et nous avons pris des mesures visant à procurer des revenus stables, prévisibles et à long terme à tous les ordres du gouvernement. Nous avons réalisé des progrès importants au cours des quatre derniers mois, mais il reste beaucoup à faire.

Je vous promets que notre gouvernement continuera d'honorer les engagements qu'il a pris à l'égard des Canadiennes et des Canadiens. Nous continuerons de travailler chaque jour, comme vous le faites, à offrir des résultats tangibles pour améliorer la situation des personnes réelles. Nous traiterons vos contribuables et les miens avec le respect auquel ils ont droit. Afin de leur inspirer du respect pour le gouvernement, Et de mériter la confiance que les Canadiennes et les Canadiens nous ont accordée. Ce ne sera pas facile.

En particulier dans un gouvernement minoritaire.

Alors je vous demande de nous aider à atteindre nos objectifs communs.

Merci beaucoup. À la prochaine.